



Question 4

Il faut pousser l'agilité des entreprises, le goût du risque et l'esprit d'entreprendre, tout en améliorant la situation des salariés et leurs sécurités sociales. Avec quel compromis ?

« L'élection de 2012 sera l'élection de la réconciliation nationale. La réconciliation entre les Français, les patrons, l'État et les entreprises doit en être un point majeur. »

PopsUp

Stimuler l'esprit d'entreprendre, l'innovation et le dynamisme des entreprises

Dynamisme et innovation : clés de la compétitivité

L'innovation est perçue par les contributeurs comme le facteur essentiel de la compétitivité. Celle-ci ne peut s'imaginer sans la participation active des salariés pour le développement de véritables « entreprises de compétences ». Il ne faut pas limiter l'innovation au développement de nouvelles technologies.

Simplifier la vie des créateurs d'entreprise

Simplifier le parcours du combattant qu'est la création d'entreprises revient comme un leitmotiv : guichet unique, financements facilités, sécurités collectives sont proposés.

Stimuler et partager le goût du risque

Beaucoup de contributeurs mettent en avant le faible goût du risque en France. Ils ne l'imputent pas seulement à la frilosité des entrepreneurs, mais à une attitude d'ensemble de la collectivité (banques, système éducatif, État).

« Par agilité des entreprises on entend leur capacité à se créer rapidement, à innover, à grandir. Agilité s'oppose à rigidité. »

Marc

« Créer des filets de sécurité pour ceux qui prennent le risque de lancer une activité sans être assurés de sa pérennité. »

Asse42

« Mettons en place une obligation participative, obligeant employeur et employés à commenter les résultats et offrir le modèle de participation au résultat financier, en imposant une cotisation syndicale. »

Kalokirie

« Créer un organisme qui trouverait un intérêt à sauver l'entreprise et non l'instruire à charge. »

Moïse

« Il faut en finir avec une vision manichéenne de l'entreprise. Ne plus opposer le souci de la justice sociale aux besoins des entreprises. Ne pas se faire doubler par la droite dans le travail de réforme et de modernisation de la contractualité du travail. Rééquilibrer les bases de calcul de la protection sociale principalement adossées au travail, et qui le pénalisent. »

Militants de la section JBC Paris 18

Question 4 (suite)

Il faut pousser l'agilité des entreprises, le goût du risque et l'esprit d'entreprendre, tout en améliorant la situation des salariés et leurs sécurités sociales. Avec quel compromis ?

Accompagner les entreprises exportatrices

« Il faudrait financer l'aide active à l'exportation par les taxes sur les produits importés hors UE. »

Febus

Faire interagir recherche et entreprises

« La recherche appliquée est le maillon qui permet de transformer une découverte de laboratoire en découverte réalisable. »

Thierry

Réévaluer le rôle de l'État et des régions

Un État qui impulse et facilite

Les contributeurs ne souhaitent pas que l'État surveille entièrement ou se substitue aux entreprises, mais ils souhaitent qu'il joue un rôle d'arbitre et de garant dans les secteurs très concurrentiels, par exemple par l'intermédiaire, de « coopératives ».

Pour une décentralisation efficace

Mettant en garde contre un empilement bureaucratique des niveaux décisionnels, les contributeurs souhaitent que les structures régionales aident à la création d'entreprises.

Moduler la fiscalité en fonction de l'intérêt général

Pour certains, il faut contraindre fiscalement les entreprises à adopter un comportement socialement vertueux. Pour plus d'efficacité et de justice, sont envisagés les incitations fiscales, l'aide à la création d'entreprises, les charges proportionnelles au chiffre d'affaires pour les travailleurs indépendants, l'élargissement de l'assiette des cotisations sociales.

« L'aide aux entreprises est multiforme et s'avère inefficace pour un coût prohibitif : 70 milliards d'euros. »

Alain Loréal

« Faire payer aux entreprises qui licencient abusivement des salariés âgés, une partie des allocations chômage, ainsi que les cotisations retraite manquant au salarié licencié. »

PopsUp

« Abandon des multiples lois illisibles qui se juxtaposent. »

PR20

« Le goût du risque commence dès l'école par le développement d'une culture de projet. »

Marc

« Extension des bourses-tremplins, exonération de certaines charges au début de l'activité. »

Florent Arnault

« Remplacer la part patronale par un impôt assis sur le rapport valeur ajoutée/salaires. Cela entraînerait, entre autres, une baisse des coûts de production et inciterait à augmenter les salaires pour bénéficier d'une baisse de cet impôt. »

René Albert

Question 4 (suite)

Il faut pousser l'agilité des entreprises, le goût du risque et l'esprit d'entreprendre, tout en améliorant la situation des salariés et leurs sécurités sociales. Avec quel compromis ?

Repenser le marché du travail

Changer le rapport au travail

L'école devrait jouer un rôle majeur pour changer les mentalités et favoriser un meilleur rapport au travail. Les contributeurs estiment que l'effort individuel doit être récompensé.

Sécuriser les parcours professionnels

Les compétences des salariés associées à des stratégies pertinentes constituent la principale source de performance de l'entreprise. La formation tout au long de la vie est un moyen de rendre les individus performants, épanouis et donc productifs. Certains estiment qu'il faut changer le statut du salarié, qui connaîtra, tout au long de sa vie, des temps d'activité, de chômage et de formation.

Créer de la valeur et mieux la répartir

En se défendant de tomber dans le mythe de l'entreprise méchante, certains appellent à un nouveau statut de l'entreprise, fondé, entre autres, sur le conditionnement de toute aide publique à des critères sociaux établis à l'avance, à l'attribution de 30 % des voix aux représentants des salariés dans les instances dirigeantes, au remboursement des aides si les emplois correspondants ne sont pas pérennisés.

Le bilan mitigé des 35 heures

La plupart s'accordent pour dire qu'il faut améliorer le système plutôt que le supprimer.

« Qui dit encouragement et aide dit contrepartie. »

Socialiste-44

« Il faut insister sur la notion de compétences évolutives des salariés comme sources d'avantage compétitif pour l'entreprise. »

Marc

« Déterminer un plafond de rémunération des dirigeants dont seul le vote des actionnaires permet le dépassement occasionnel. »

**Militants de la section JBC
Paris 18**

« À la logique qui traite les demandeurs d'emploi comme un stock au sens comptable, nous devons opposer l'investissement dans la personne et innover socialement dans les régions, les bassins d'emploi et les entreprises. »

Désirs d'entreprendre

« Toute aide publique doit être conditionnée à un comportement citoyen de l'entreprise : respecter la démocratie sociale, la redistribution juste des bénéfices, l'environnement. »

Asse42

« La priorité doit être rendue à ceux qui génèrent la richesse, par leur travail, et non à ceux qui spéculent. L'entreprise a des devoirs et des droits. Les devoirs doivent l'inciter à respecter les salariés, les partenaires, la collectivité, l'environnement et le droit national ou international. Les droits leur ouvriront la porte de la flexibilité et de la sécurité. Les fruits du travail, de la croissance, de la conjoncture économique, de l'investissement et de la recherche doivent être équitablement répartis entre les travailleurs, les patrons, les actionnaires quand il y en a, l'État et un fond spécial non imposé servant à la recherche et au développement durable. »

Blaise Boudet